

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 224 - VENDREDI 26 JUIN 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Frappes aériennes syriennes en Irak : Hollande et Fabius auront vraiment eu tout faux sur le Proche-Orient ! ●

AGENDA MILITANT

→ 28 juin

Paris [Marche des fiertés](#)

→ 30 juin

Rennes [Camping géant place de la Mairie - Soutien aux migrants](#)

Paris [Un homme dans la cité](#)

→ 1er juillet

Amiens [Contre le projet des Mille vaches, avec les lanceurs d'alerte](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Écologie**

[L'État, les multinationales et les citoyens](#)

→ **Initiatives**

[Alerte à Sanofi](#)

→ **Carte blanche**

[Les Misérables - Lettre ouverte](#)

Un débat public, informé, pour affronter les questions de la fin de vie, de la mort

Les déchirures d'une famille et la spirale juridique, jusqu'au niveau européen, autour de Vincent Lambert, tétraplégique en état végétatif chronique, qui avait exprimé le souhait de ne pas être maintenu en état de dépendance si cette hypothèse devait se présenter, interpellent.

Question complexe que celle de la souffrance, de la dépendance et de la fin de la vie, à quelque âge que ce soit ; question de la responsabilité de chacun-e, quelle que soit sa place et son lien à la personne concernée.

L'absence d'un vrai débat public formalisé, informé, démultiplié, réunissant à égalité celles et ceux qui ont été, sont ou seront confrontés à ces situations ne relève-t-elle pas du déni de la mort, de sa désocialisation ? Échanger, affronter collectivement ces questions ne permettrait-il pas à chacun-e de sortir de l'isolement, des tensions affectives, de dépasser les tabous et les peurs ?

On évoque les dérives possibles du recours à l'euthanasie, marquée par l'histoire, ou le cas de familles pressées d'hériter. On redoute l'initiative d'autres voulant se "libérer" d'une charge - réelle... On craint, devant la dégradation du système de santé et de soins, qu'on y interrompe trop vite, et sans retour la vie des personnes. N'est-ce pas ignorer qu'au-delà de cas médiatisés, les garde-fous législatifs existent, que la déontologie médicale et la conscience professionnelle des soignants ne sont pas de vains mots, que la majorité des interruptions de la vie sont réalisées dans un cadre légal et consensuel ?

Si les hommes et les femmes naissent libres et égaux en droit, elles et ils ne le sont encore ni dans la vie, ni face à la mort. Pour beaucoup, les conditions d'existence, de travail abrègent la vie ou en rendent la fin douloureuse, quand d'autres ont les moyens du choix de leur fin.

Alors, oui, luttons davantage encore et ensemble, usagers, personnels médicaux..., pour un accès égal aux soins, pour un développement des soins palliatifs, pour la recherche, la formation et les conditions de travail des médecins, personnels soignants. Cela permettrait déjà une meilleure application de la loi Léonetti. Mais la loi n'est pas tout. Regardons la mort en face. La société ne peut plus évacuer l'exigence d'un nombre croissant de personnes du droit à la maîtrise de sa vie et de son terme. S'émanciper, dans ce champ, individuellement et collectivement, passe par le débat public incluant l'évolution des mentalités.

● Michèle Kiintz



Le Front de gauche et la tectonique des pauvres

Comment comprendre que le Front de gauche échoue à constituer une force politique puissante, un front populaire. Pour le sociologue Richard Dethyre, son problème majeur est précisément de s'intéresser, de s'adresser et faire avec les catégories populaires, et tout particulièrement avec les chômeurs, les précaires et tous les "sans".

L'échec du Front de gauche prend sa source dans son incapacité à s'enrichir de ce qui pourrait faire sa force. Le vote des chômeurs, des jeunes, des ouvriers pour 30 à 35 % d'entre eux pour le FN est analysé chez « nous » avec ce qui me semble être une distance sociale qui éclaire ou révèle la nature du problème que je voudrais développer ici. Chacun peut sans mal établir un lien entre ce vote, les abstentions massives, la crise sociale, la crise de confiance, le désespoir, le sentiment d'abandon... Ce qui me paraît plus difficile, c'est d'évaluer réellement les ruptures que cela recouvre, et de tenter d'y pénétrer. Par exemple, en s'interrogeant sur la disparition du "sujet chômeur" dans les campagnes successives des élections municipales et européennes ; ou en s'interrogeant sur les raisons pour lesquelles aucun maire de la gauche alternative ne tente de réunir ceux qui sont privés de travail afin de leur donner une place, une visibilité politique, de les aider à se rassembler.

Culpabilisation et individualisation

S'interroger, c'est se plonger au cœur de la crise de la politique. Hier encore, à la fin des années 90, les maires réunissaient 850 chômeurs à Saint-Denis, 250 à Ivry, 400 à Aubervilliers, 350 à Vitry, et bien d'autres à Champigny, Valenton, Gentilly, Stains, Bobigny, Chevilly,

Choisy-le-Roi, Montreuil, etc. En lieu et place de cette belle démarche, beaucoup d'élus ont ces dernières années créé des "forums pour l'emploi" avec stands pour apprendre à établir des CV, évaluer son employabilité... Que s'est-

Les institutions ont multiplié des programmes qui sont baptisés remobilisation, accompagnement... Personne ne croit à leur efficacité, personne ne veut envisager les effets politiques et sociaux pervers qu'ils produisent.

il donc produit pour renoncer à ce qui était si précieux ? Se poser la question, ou tenter d'y répondre, c'est déjà reconnaître qu'il y a là un problème qui nous concerne directement. Alors, comment décortiquer la chose ?

Les campagnes de culpabilisation des chômeurs et la mise en place de suivis personnalisés par les institutions ont fait

reculer l'approche collective, l'image du collectif, la responsabilité collective, la mobilisation collective. La massification du chômage n'est plus évaluée comme un phénomène relevant de décisions économiques et politiques. De fait, sur fond de campagne de culpabilisation, l'idée que pour y faire face il faut mettre en place des stratégies individuelles s'est imposée. Les institutions ont multiplié des programmes qui sont baptisés remobilisation, accompagnement. Laissant entendre que le retour à l'emploi passe par la capacité individuelle des chômeurs à être dans le moule duquel ils seraient sortis ou dans lequel ils ne seraient jamais entrés. Ces programmes, à l'efficacité desquels personne ne croit, personne ne veut envisager les effets politiques et sociaux pervers qu'ils produisent.

Après les récents résultats électoraux, à lire ce qui est couramment écrit, on croirait que personne n'ose considérer le sujet, comme s'il nous renvoyait une image que l'on ne veut pas voir.

Un séisme caché, nié

Il nous faut déjà illustrer cette profonde rupture par les chiffres officiels (bien qu'ils soient largement triturés) : il y a 8,5 millions de chômeurs et travailleurs précaires ; 1 offre d'emploi pour 57 demandes, 130 millions de repas distribués au resto du cœur. Il s'agit du ●●●

●●● marqueur le plus tragique de la France d'aujourd'hui. Après avoir été licenciés, les "fins de droits" font la queue à la soupe populaire. Double humiliation.

Cette réalité là, un véritable séisme, n'a pas sa place dans la vie politique d'aujourd'hui. Pourquoi ? Qu'est ce qui est en jeu ?

Richard Dethyre, sociologue militant



Sociologue, Richard Dethyre crée en 1988 l'association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS, <http://www.apeis.org/>). En 1992, il publie *La révolte des chômeurs* (Robert Laffont), suivi en 1998 de *Chômeurs La révolte ira loin* (La Dispute), puis chez le même éditeur Avec les saisonniers *Une expérience de transformation du travail dans le tourisme social*, en 2007. En 2010, il coordonne avec Karine Delpas le premier Forum social des saisonniers. En 2012, il est l'un des auteurs de *L'envers de la fraude sociale*, ouvrage collectif sous la direction de Philippe Warin (La découverte). La même année, il participe à la création de la troupe des Z'en Trop. Il est l'auteur de la pièce *Comment ils ont inventé le chômage*, mise en scène Muriel Righeschi.

Au-delà des chiffres, la connaissance de ce qu'ils représentent est essentielle. Parmi les forces militantes de la gauche alternative une distance sociologique s'est établie avec ce peuple. On assiste à une certaine "gentrification" de la gauche alternative. Qui révèle et alimente une désincarnation de son rapport à la société réelle, une distance avec le peuple tel qu'il est aujourd'hui ; à cela s'ajoute le dictat des comptables et des gestionnaires. Ainsi, rien ne pourra bouger si nous ne modifions pas la place que doit avoir le peuple dans une démarche de rassemblement : réelle, concrète, symbolique. Il faut avoir l'ambition première d'être POPULAIRE. Comment ?

C'est un long, mais indispensable processus.

Bougeons nos représentations, notre manière de voir, nos priorités, notre militantisme. Mettons-nous résolument aux côtés de ceux qui sont délaissés, méprisés, humiliés, oubliés : comment parler du peuple sans rien partager avec lui ? J'ai lu pas mal de contributions intelligentes, mais aucune ne m'a convaincu quant à une réponse à ce besoin crucial.

Quelques fois, quand l'actualité est dramatique, Pôle emploi apparaît comme

un lieu actif d'invalidation identitaire pour ceux qui y sont soumis... Mais qui s'y rend en portant un regard militant ? Quelles expériences échangeons-nous ? De quelles nouvelles pratiques est-il question ? Pour moi, la plus grande défaite, c'est de ne pas voir que le terrain de combat essentiel se trouve là, dans ces lieux de détresse. On peut en fait y puiser les arguments, les

**On assiste à
une certaine
"gentrification"
de la gauche
alternative, qui révèle
et alimente
une désincarnation
de son rapport
à la société réelle,
une distance avec
le peuple tel
qu'il est aujourd'hui.**

sujet et ... les mots, y fourbir les armes. Comment faire émerger face aux logiques libérales la parole du peuple qui dit "Non, je ne peux pas payer les transports, ni mon loyer" ? Comment créer un rapport des forces à Pôle emploi, qui va vous demander pour la troisième fois le papier que vous avez déjà fourni, qui aura perdu votre dossier, qui soutiendra que vous ne l'avez pas déposé ? Nous

sommes remplis d'émotion lorsque les frères Dardenne ou Robert Guédiguian mettent en scène la réalité sociale... Le réel est tout aussi émouvant.

A-t-on réellement idée de ce qu'endurent tous ceux qui se heurtent aux guichets de la Sécu, de Pôle emploi ? Ou celui qui subit l'accueil glacial en mairie pour n'avoir pas payé la cantine ou la colo, ou pour qui les courriers de sommation se succèdent. Ce sont les mêmes qui ne peuvent pas payer de loyer, les mêmes ●●●



●●● dont les enfants arrivés en âge de partir resteront à la maison surpeuplée. Mais qu'y pouvons-nous ? Nous ne sommes pas responsable du manque de logement, ce sont les gouvernements... Et comme le dit un maire adjoint : « On est bien obligé de faire un premier tri en fonction des ressources, il n'y a pas de logement. »

Que veut dire être privé de resto, de vacances, de projets ? Jamais de ciné, la voiture trop vieille que l'on ne peut plus réparer. Tout cela, pour le savoir, il faut le partager. Les plus fragiles sont poussés à une consommation à haut risque. Si tu n'as pas, tu n'es pas, dit la publicité ! À l'angoisse de ne pas pouvoir s'ajoute la honte, les humiliations, le sentiment de ne pas être capable. Ne jamais être en paix, et puis abandonner, ne plus demander, renoncer tellement tout paraît difficile, impossible, et puis ruminer. Comme une lente maladie, la dérive s'impose et fait passer des millions de personnes de l'autre côté de la rive.

Eh bien, toutes ces personnes ne rencontrent pas ceux qui devraient les entendre, leur faire confiance, organiser avec eux l'action. Alors s'installe très vite en lieu et place de la citoyenneté un "Tous les mêmes" désignant tous "les politiques".

180 jours dans les Assedics

Lorsque nous avons créé l'APEIS en 1988, avec Malika, Rabah, ceux d'Arcueil, d'Ivry, de Bonneuil et des

14 villes communistes du Val-de-Marne, nous sommes restés 180 jours et souvent les nuits dans l'Assedic de Créteil, puis dans les autres antennes. Grâce à cette pratique nouvelle et volontaire, notre vision des possibles a totalement changé.

Nous n'avons pas vu que le combat essentiel ne devait pas se mener centralement CONTRE les inégalités mais POUR l'égalité. C'est le socle majeur qui définit les droits de chacun et de tous, base d'adhésion à la société.

En l'absence de notre affirmation politique sur le sujet, ce sont les structures institutionnelles qui ont pris la place. Elles sont d'une froideur cruelle face à ces réalités. Leurs certitudes étouffent le sujet. Elles ont pris l'espace qui devrait être occupé par la citoyenneté. Elles construisent les cloisons étanches entre les catégories sociales.

Y-a-t-il un lien entre ce constat et cette lente mais prévisible Bérézina électorale ? Ça vaut la peine de s'y arrêter. Par exemple, se demander comment est perçu l'écart sociologique que j'ai souligné entre les responsables (mili-

tants ou non) disposant d'un capital culturel, économique et social bien au-dessus de la majorité et les précaires, ouvriers, travailleurs pauvres, jeunes sans emploi ? Il faut lire à ce propos Pays de malheur, de Stéphane Beaud et Younes Amrani, où un jeune de cité écrit à un sociologue. Cette lecture m'a fait encore mieux évaluer la crise de l'égalité qui nous frappe. Nous n'avons pas vu que le combat essentiel ne devait pas se mener centralement CONTRE les inégalités mais POUR l'égalité. L'égalité en droit, au logement, à l'éducation, au travail, à la santé, à la justice. C'est le socle majeur qui définit les droits de chacun et de tous, base d'adhésion à la société, et qui construit le sentiment d'appartenance et la citoyenneté.

On constate le creusement de l'écart entre les riches et les pauvres... En réalité, c'est plus que ça. C'est une question d'échelle. Un continent, celui des gens précarisés, des chômeurs, des pauvres (salariés ou non), des immigrés, des sans-papiers, des mères célibataires, des jeunes dans la galère, des vieux sans ressources se détache du reste de la société. C'est la tectonique des pauvres. La planète des riches se réchauffe, mais ce sont les pauvres qui grelottent d'indifférence et de désespoir.

Personne bien sûr n'est indifférent, mais la précarité semble être un puits sans fond, alors, on s'indigne, mais que fait-on ? « Ça ne sert à rien de culpabiliser », m'a-t-on souvent ●●●

●●● dit, « *c'est aujourd'hui plus dur qu'hier* », puis « *Il n'y a pas de perspectives* », puis « *Il y a moins de force qu'avant* », puis « *C'est plus le patron qu'on a en face comme avant* », puis « *Il y a plus d'individualisme* », et puis, et puis...

Qu'est-ce qui peut expliquer ce vide, cette froideur, cette désincarnation de la vie politique ? Faut-il des abbés, des jeunes acteurs révoltés, qui, une nuit de Noël, transforment les quais d'un quartier bobo en camp de réfugiés dans la cinquième puissance mondiale, pour évaluer cette disqualification ? Où sont-ils les mouvements de révolte des "révolutionnaires" ?

Le réel et les représentations

Le peuple, c'est qui le peuple ? Celui des temps chauds de la Commune à

68 en passant par 36 ? Le mouvement des "sans" ? Quelle représentation en avons-nous dans les temps glacés actuels ? Est-ce celle que nous renvoyent les électeurs "inclus" ? Consciemment ou non, les gestionnaires, sous la pression des populations "prescriptrices", essaient de justifier les politiques de solidarité locales qui subsistent.

Le risque, s'il n'y a pas de visibilité humaine, de dynamique politique, c'est que ces populations considèrent qu'elles sont un fardeau qui coûte cher. Se creuse ainsi le fossé de notre culture de solidarité et d'égalité (56 % des sondés considèrent que les chômeurs ne font pas tout ce qu'il faut...). C'est un danger supplémentaire à souligner : en l'absence de mouvement socio-politique s'agrègent les idées droitières préconçues sur le pauvre et l'immigré. Apparaît le danger de la mise en concurrence des égaux (comme dit Robert Castel). Je crois qu'il faut se rappeler qu'un problème social ne sensibilise que s'il est reconnu comme tel, s'il est identifiable dans le champ politique, s'il pèse sur un rapport des forces, s'il émousse les consciences. Notre sujet n'échappe pas à cette loi des mouvements sociaux (chômeurs, sans papiers, discriminés de toutes sortes)

Lorsque dans Retour sur la condition ouvrière, Stéphane Baud et Michel Piallou interrogent leurs étudiants sur le nombre

d'ouvriers en France, la réponse est très éloignée du nombre effectif de 6,7 millions... Les auteurs évoquent la disparition de l'espace socio-mental dans la société de la classe ouvrière. Quelle représentation a-t-on du peuple aujourd'hui ? C'est bien difficile à analyser, mais on peut partir de quelques ouvrages du côté de la sociologie, qui permettent de plonger dans le champ des représentations et ce qui les alimente. De fait, la classe ouvrière d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier. Les chômeurs ne sont pas une classe et les précaires non plus.

Pas bien avec les chômeurs, pas bien avec le travail

Notre société est "CDI-centrée", "plein-emploi centrée". Bien que la discontinuité dans le travail pour des millions de salariés soit une réalité non choisie, nous

continuons dans nos représentations et nos pratiques à évoquer et percevoir le travail "comme il était avant". Il faut un mouvement comme celui des intermittents pour que cette forme d'emploi (contrats courts, travail non rémunéré) qui s'impose désormais dans le monde du travail éclaire notre lanterne sur le sujet. Le pré-

caire n'est pas à la marge. Il est la figure emblématique du salariat aujourd'hui et encore plus demain, la variable d'ajustement comptable que l'on considère comme un coût à diminuer. ●●●

La massification de la précarité

L'émiettement du travail, c'est notamment l'explosion du nombre de contrats à durée déterminée : en dix ans, il y a eu + 120 % des CDD de moins d'un mois et + 80 % des CDD de moins d'une semaine. 45 % des inscriptions mensuelles à Pôle emploi sont des fins de CDD. S'y ajoute le recours systématique aux emplois aidés.

35 % des SDF ont une feuille de paie. 10 % des plus pauvres ont 38 % de leurs ressources qui dépendent des allocations. Notre solidarité glisse vers un système de perfusion sociale minimale. La charité privée vient en relai de la charité publique. 2 290 000 personnes sont au RSA.

Où sont-ils les mouvements de révolte des "révolutionnaires" ? Les militants investis dans ce champ ont besoin de l'oxygène qu'apporteraient une réflexion et une action faisant du chômage et de la précarité un champ de batailles politiques.



●●● Le syndicalisme n'est pas en phase avec ce mouvement profond dans le travail. Dominique Lhuillier, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, remarquait que la recherche en psycho du travail se concentrait sur le travail, sur la souffrance au travail. Plus rien ou presque n'est étudié, publié sur "l'activité" des chômeurs. Pourtant, la souffrance au travail provoquée par des exigences intenable, un management de folie n'est-elle pas alimentée

avant tout par la pression exercée sur le salariat par la menace du chômage ?

La coupure entre les partis et la société s'est aggravée. Elle a été spectaculaire à l'orée des années 90. Malgré les sans, Droit au logement, les mouvements des chômeurs comme auparavant ceux des femmes, la marche des beurs..., les grilles de lectures sont bureaucratisées et les appareils sont glacés. Les institutions, la comptabilité se sont

souvent substituées à la politique. "Nos" élus ne peuvent plus s'appuyer sur les structures politiques et l'entourage intellectuel d'hier qui leur permettait de reprendre la main sur le sujet et de soutenir, voire d'aider concrètement au rassemblement des diverses catégories de surexploités.

Pourtant, une solidarité populaire s'exerce quotidiennement dans les cités en dehors de la représentation que nous en avons. Le pire, c'est que cette distance remarquable nous prive d'un maillon essentiel, mais surtout de l'intelligence qu'ils ont, de la capacité à alimenter ce qui nous manque de la vie réelle, de l'urgence et de la dynamique populaire dont on est privé.

Alors, que faire ? Je ne dispose évidemment pas de réponse "clef en main". Mais je suis persuadé qu'il n'y a pas d'autre chemin que celui de réhabiliter dans un même mouvement le collectif et l'altérité, le goût des autres et la démocratie. Cette voie (comme l'écrit Edgar Morin) implique fort heureusement plusieurs entrées, dont beaucoup ne sont pas balisées par le siècle passé.

Toutefois, je veux partir de mon expérience pour la mettre en débat. Mes 11 années dans l'APEIS me permettent encore aujourd'hui de vivre avec mes amis une ●●●

Comment ils ont inventé le chômage

La pièce de théâtre *Comment ils ont inventé le chômage* a été jouée à quarante-cinq reprises au cours de l'été 2013 par la troupe "les Z'en Trop", de la Corse à l'Auvergne, de Saint-Denis à Capbreton, de Morsang-sur-Orge au Lavandou, d'Ivry-sur-Seine à... Associant professionnels et amateurs, la troupe passe rapidement de six à douze acteurs, au total, quarante-six personnes se sont jusqu'à présent succédées sur les différentes scènes.

À partir de cette aventure, il y a dix mois est né le projet de constituer un groupe de quinze personnes au chômage afin de leur faire jouer la pièce. Miriana, Sylvain, Edmond, Michel, Marie, Roberte, Stéphanie, Christophe, Frédéric, Diana, Yann, Philippe, Franck, Louisa et Ingrid... Ils apprennent à travailler ensemble et deviennent un collectif qui s'interroge sur lui-même et questionne la cité en lui faisant partager la critique active du chômage. À travers leur jeu d'acteurs, il s'agit pour eux de mettre à jour les mécanismes économiques et politiques en présence, de faire reculer la culpabilité et de se tourner résolument vers les autres.

Plus d'infos sur la pièce et les prochaines représentations :

<http://leszentrop.fr/>



À lire *L'envers de la fraude sociale*, ouvrage collectif sous la direction de Philippe Warrin, 2012.

●●● expérience formidable : la troupe de théâtre des Z'en Trop. Elles, ils représentent une ressource d'intelligence et de force pour transformer le monde, même s'ils sont largement méconnus et sous-estimés. Mais ils s'efforcent de faire en sorte de réincarner la politique par cette citoyenneté sans laquelle la démocratie s'asphyxie.

Faut-il se rappeler de la sentence de Warren Buffett : « *Il y a une guerre de classe, c'est nous qui la menons, c'est nous qui la gagnons* ». Des défaites idéologiques, nous en additionnons beaucoup trop. On ne transforme pas la société sans mener et gagner les batailles, toutes (même celles qui nous paraissent éloignées de notre périmètre social et culturel). Les militants investis dans ce champ ont besoin de l'oxygène qu'apporteraient une réflexion et une action faisant du chômage et de la précarité (aux conséquences extrêmes) un champ de batailles politiques. Car en réalité, l'oxygène est le produit dialectique entre le rapport à la société réelle et notre connaissance, notre action sur celle-ci.

Notre expérience du mouvement des chômeurs nous apprend qu'un lien étroit peut se tisser, une dynamique quasi fusionnelle se forge entre la certitude qu'il faut répondre à des urgences sociales et la nécessité (et la nature) du changement politique. Elle est alimentée par les implications personnelles : je partage,

je suis indigné, je le fais partager, on se révolte... Ce refus s'enracine dans une culture qui s'identifie par un goût de la justice et de l'égalité et de la fraternité, que notre culture politique nous a aussi inculqué.

Le précaire n'est pas à la marge. Il est la figure emblématique du salariat, la variable d'ajustement comptable que l'on considère comme un coût à diminuer. Notre syndicalisme n'est pas en phase avec ce mouvement profond dans le travail.

Les dernières fois où je suis allé au Resto du cœur, nous avons discuté pour les inviter à voir notre pièce, intitulée *Comment ils ont inventé le chômage ?* Nous en avons chanté la chanson et, ensemble, travaillé à mettre à distance la honte en évoquant les mécanismes économiques et politiques. Ça nous a fait du bien, ça a fait du lien. Mais il faudra plus. Beaucoup plus, partout et souvent.

L'alternative ne peut se construire qu'avec ceux qui semblent avoir disparu comme sujet politique mais qui au fond sont au centre de notre monde du travail. Notre groupe des Z'en Trop est un réel modèle de ce salariat d'aujourd'hui : sans emploi, mais pas sans activité... Sans imaginer que nous sommes exceptionnels, les projets politiques qui permettent de s'adresser aux précaires et chômeurs de Saint-Denis et d'ailleurs ne sont pas assez nombreux. Eh bien, il faut donner de l'éclat politique à ces événements, les soutenir, faire des petits avec... C'est la raison de notre entêtement.

● Richard Dethyre

- Une remarque : l'expérience du mouvement des chômeurs, c'est aussi celle de militants expérimentés de la gauche investis de responsabilités élargies. Ni Claire Villiers, ni Christophe Aguiton, Malika Zediri, François Dessanti, Robert Crémieux, ni moi et bien d'autres n'avons été remplacés.

Pourquoi ne pas lancer l'idée d'un rassemblement des chômeurs et précaires avec l'ensemble des associations et mouvements qui propulserait le sujet sur la scène politique ? Les Z'en Trop joueraient la pièce, des stands, des débats, des artistes etc...

La part des femmes : Louise Labé

Si les femmes sont présentes dans toutes les poésies du monde, on peut sans crainte de se tromper affirmer qu'elles occupent dans la poésie française la place centrale. De la "Cantate de Sainte Eulalie", qui est aujourd'hui considérée comme le premier poème en langue vulgaire, aux surréalistes, les femmes sont au cœur de notre poésie. Surtout comme sujet, lié à l'amour, au malheur et au bonheur d'aimer, qui est le thème non pas exclusif mais principal de notre poésie. (Dans d'autres langues et dans d'autres poésies, la Nature, Dieu, l'Histoire, voire l'amitié par exemple, ont une part plus grande. C'est le cas par exemple des poésies anglaises, allemandes ou chinoises.) La femme joue donc chez nous le rôle essentiel. Comme motif du poème, voire comme muse, mais non comme auteur.

On peut compter en effet sur les doigts des deux mains les femmes poètes qui ont marqué notre histoire. Leur parole mérite d'autant plus qu'on s'y arrête.

Il y eut au Moyen-Âge les auteures anonymes de certaines chansons de toile, mais aussi quelques femmes troubadours, les trobairitz, dont il nous reste une trentaine de chansons. Poétesses et compositrices, dont certaines de grand talent comme Béatrice, comtesse de Die. Plus au Nord, mais liée à la cour d'Aliénor d'Aquitaine et des Plantagenêts, Marie dite Marie de France, dont on ne sait

pas grand chose, sauf qu'elle adapta la "matière de Bretagne". D'elle nous avons un des plus beaux poèmes d'amour qui soit : le "Lai du chèvrefeuille", inspiré de la légende de Tristan et Yseult. Il faudrait aussi citer Christine de Pizan (autrefois orthographiée Pisan), née à Venise et morte dans un couvent de Poissy en 1430, l'auteure de *La Cité des Dames* qui fut une des premières philosophes et qui combattit la misogynie de son temps.

Mais, de toutes la plus remarquable est sans doute Louise Charly, dite Labé. On la nomma la "Belle cordière", à cause du métier de son père et de son mari, tous deux fabricants de cordes. Elle fit partie du groupe des poètes lyonnais auquel se rattachent Maurice Scève, Olivier de Magny (l'ami de Louise) et Pernette du Guillet. Son œuvre est assez mince : une trentaine de sonnets, trois élégies et une prose de beaucoup d'esprit : *Le Débat de Folie et d'Amour*.

Certains¹ ont prétendu qu'elle n'avait jamais existé et qu'elle n'était qu'une créature de papier, le produit d'une supercherie littéraire inventée par des hommes poètes. (On a fait le même coup à Homère et à Shakespeare...) Il est vrai qu'on sait peu de choses de sa vie, mais il y a des écrits, comme son testament, dont la précision ne laisse gère de doutes. Et

1. Thèse défendue par Mireille Huchon ou Marc Fumaroli.

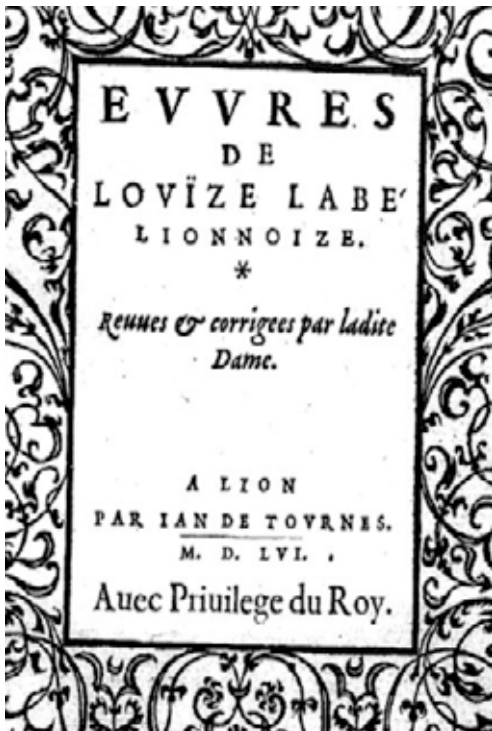


des témoignages de ses contemporains qui montrent qu'elle a de son vivant suscité à la fois l'admiration et le mépris. La liberté de ses mœurs (à moins que ce fût seulement celle de ses vers) lui ont ainsi valu de se faire traiter de « *vulgaire courtisane* », notamment par Jean Calvin, le réformateur genevois. Mais, à mes yeux, l'argument le plus fort qui plaide en faveur de l'existence à Lyon, au XVI^e siècle, d'une grande poétesse prénommée Louise, ce sont ses poèmes eux-mêmes. Nul n'a dit comme elle, avec une telle ardeur, une telle passion et une telle authenticité, la force du désir féminin. (Si vraiment c'est un homme qui a écrit ces vers, cet homme était une « sacrée bonne femme » ! Et ce n'est pas le très précieux auteur de la *Délie*² qui peut rivaliser avec elle sur ce terrain).

« *Baise m'encore, rebaise moi et baise
Donne m'en un de tes plus savoureux
Donne m'en un de tes plus amoureux
Je t'en rendray quatre plus chaus que
braise.* »



2. Maurice Scève.



●●● s'écrie-t-elle dans le célèbre sonnet XVIII. Cette vigueur dans la sensualité n'a pas été égalée... Elle fut bien sûr une lettrée disposant d'une des plus belles bibliothèques de son temps. Elle était familière des lettres antiques qu'avait remises à l'ordre du jour la Renaissance italienne, avec notamment Ficin et le mouvement du néo-platonisme. Et elle participa du mouvement d'adaptation en France du sonnet de Pétrarque. Mais elle passe outre les conventions du genre.

« *Jouissons nous l'un de l'autre à notre aise* », dit-elle dans le même poème.

Poëtesse sensuelle, mais dont l'ardeur est portée par la passion amoureuse qui fait rechercher l'union avec l'autre. Sans pour autant qu'elle soit fusion :

« *Lors double vie à chacun en suivra.
Chacun en soy et son ami vivra.* »

Comme le fait remarquer un de mes amis poètes, les femmes poètes parlent de l'amour physique comme les hommes ne l'ont presque jamais fait. (Il n'y a guère chez elles la dichotomie, si fréquente dans la poésie masculine, entre le corps et l'esprit, le discours de l'amour sublimé côtoyant l'enfer des sonnets luxurieux.) Louise Labé en est l'exemple le plus éclatant. Cette liberté devait paraître à beaucoup insupportable. Mais elle s'en moque.

Dans son Débat de Folie et d'Amour (ou les deux divinités comparaissent devant Jupiter après que Folie eût crevé les yeux d'Amour), elle fait dire à Apollon qu'être poète, c'est être amoureux. Mais Amour, comme le défend Mercure, ne va pas sans quelque folie. Dans son jugement de conciliation, Jupiter décide donc que « *guidera Folie l'aveugle Amour et le conduira partout où bon lui semblera* ». (Sans qu'on sache d'ailleurs bien si ce "lui" désigne Amour ou Folie...)

Louise Labé, contemporaine de l'Éloge de la folie d'Érasme, y revient, dans le même sonnet :

« *Permetts m'Amour penser quelque folie :*

*Tousjours suis mal, vivant discrettement
Et ne me puis donner contentement
Si hors de moy ne fay quelque saillie.* »

Il y a dans cette saillie quelque chose de très "viril". Sans doute Louise Labé sentait-elle déjà (bien avant les gender studies) que s'il y a en tout homme une femme, il y a aussi en toute femme un homme virtuel.

Même si le mot n'avait pas encore cours, Louise Labé fut une vraie féministe. Sa revendication du droit d'aimer s'accompagne, dans la filiation de Rabelais et de la Renaissance, de la revendication du droit à l'étude et à la science, pour les

femmes aussi ; les femmes qu'elle invite « à regarder un peu au-dessus de leurs quenouilles et de leurs fuseaux ».

Ce faisant, elle précise : « *Notre sexe y gagnera en réputation, (...) mais nous aurons surtout œuvré pour le bien public ; car les hommes redoubleront d'efforts pour se cultiver, de peur de se voir honteusement distancier par celles auxquelles ils se sont toujours crus supérieurs quasiment en tout.* »

Et à l'usage des dames lyonnaises qui doivent lui reprocher ses écrits et ses actes, elle lance, dans son dernier sonnet, une proclamation pour le droit au bonheur, le droit de se jeter joyeusement dans les tourments de l'amour :

« *Ne reprenez, dames, si j'ay aymé
Si j'ay senti mille torches ardentes (...)
Mais estimez qu'Amour, à point nommé,
(...)*

*Pourra, s'il veut, plus vous rendre
amoureuses :*

*En ayant moins que moy d'occasion,
Et plus d'estrange et forte passion.
Et gardez-vous d'estre plus malheureuses.* »

● Francis Combes

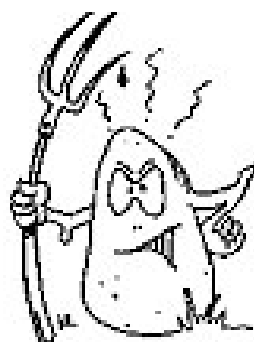


Image de la semaine**Notre-Dame-des-Landes : l'abandon, c'est maintenant !**

À Notre-Dame-des-Landes, la lutte continue pour préserver les terres agricoles et la biodiversité contre les prédateurs tels Vinci. Les premières victoires qui ont amené la suspension des travaux doivent être transformées en abandon définitif de ce "grand projet inutile". Deux jours de rencontres et festivités ont lieu les 5 et 6 juillet 2014 pour y contribuer. Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Initiatives".



● « **Pas un orteil dans le camp de la collaboration !** » Lors du congrès du Syndicat général du livre et de la communication écrite CGT (SGLCE), du 23 au 25 juin, le secrétaire de la Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT (FILPAC-CGT) est intervenu sur l'orientation et les tâches de la CGT pour inciter celle-ci à ne pas « se contenter de généralités ou de replis sur des acquis en recul constant », mais à « affirmer plus fort son option pour un syndicalisme de transformation sociale ». Un discours ferme à l'approche de la "Conférence sociale" du 7 juillet que la FILPAC, dans son bulletin du 20 juin, démonte ainsi : « les syndicats sont priés d'entrer dans un cabinet à huis clos avec Hollande et le Medef pour bavarder sur le Pacte d'austérité dont les termes sont arrêtés par le gouvernement et votés dans la loi de finance rectificative par le Parlement en juin. » Un gouvernement qualifié d' « état-major anti-grève » dont le premier ministre pratique la « stratégie du choc » ? Plus sur le site www.filpac-cgt.fr/



● **L'État, la multinationale et les citoyens.** « Les services de l'État, chargés de conserver et développer les ressources de nos forêts, succombent aux sirènes du lobby industriel, dans le Lot », signale un lecteur de Cerises. « C'est l'avenir des forêts françaises et européennes qui se joue dans une tractation opaque et malsaine. Nous, citoyens, avons le devoir de résister individuellement et collectivement à cet abandon du patrimoine national au profit d'une multinationale qui n'a d'autre ambition que le profit. » Une association se mobilise contre ce projet. Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Initiatives".

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

**MEDIAPART**